



HAL
open science

Incarner une tradition hétérogène. Les dynamiques historiques du nationalisme politique en Pologne

Cédric Pellen

► **To cite this version:**

Cédric Pellen. Incarner une tradition hétérogène. Les dynamiques historiques du nationalisme politique en Pologne. Cahiers d'études hongroises et finlandaises , 2015, 20, pp.93-113. halshs-03956260

HAL Id: halshs-03956260

<https://shs.hal.science/halshs-03956260>

Submitted on 25 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Incarner une tradition hétérogène

Les dynamiques historiques du nationalisme politique en Pologne

Cahiers d'études hongroises et finlandaises, n°20, 2015, p.93-113.

Cédric Pellen

C'est devenu une habitude ces dernières années en Pologne. Chaque 11 novembre, à l'occasion de la fête nationale célébrant l'indépendance de 1918, un défilé dans les rues de Varsovie est organisé par des militants nationalistes en marge des festivités officielles. Cette "Marche de l'indépendance" (*Marsz Niepodległości*) a pour objectif affiché de démontrer l'attachement de ses milliers de participants à "un Etat polonais véritablement souverain, fondé sur les bases solides de l'identité nationale et de la tradition"¹. Egayée d'une multitude de drapeaux polonais et de croix catholiques, mais aussi de banderoles aux slogans ouvertement anti-européens, antisémites ou homophobes, et de bannières frappées de la croix celtique ou de l'emblème de la Phalange de l'entre-deux-guerres, la marche s'achève systématiquement par de vives échauffourées avec les forces de l'ordre. Largement relayés par les médias, le relatif succès populaire et la virulence de la "Marche de l'indépendance" inquiètent. La plupart des observateurs s'entendent en effet pour y voir l'un des signes du renouveau et de la radicalisation de l'extrême-droite nationaliste en Pologne; phénomènes dont témoigneraient également la prégnance du hooliganisme et l'augmentation des crimes de haine dans le pays².

Depuis le changement de régime, les mobilisations nationalistes sont un sujet de préoccupation récurrents en Pologne. Alors qu'à la fin des années 1990, il semblait possible de considérer avec Frances Millard que les nationalistes avaient échoué à jouer un rôle significatif dans le post-communisme³, ils ont depuis fait un retour remarqué au premier plan de l'actualité politique ; d'abord, avec la percée électorale de la Ligue des Familles Polonaises (*Liga Polskich Rodzin*, LPR) au début de la décennie 2000 puis, plus récemment, avec la "Marche de l'indépendance" et le lancement par ses instigateurs du *Mouvement National* (*Ruch Narodowy*, RN). Cet article n'a pas pour objet d'estimer le potentiel de cette nouvelle organisation très médiatique, même s'il convient de noter que son résultat aux élections européennes de 2014 (1,4 % des voix) invite à nuancer le constat d'une poussée nationaliste en Pologne. Il n'ambitionne pas non plus de fournir une synthèse exhaustive de la riche littérature sur le nationalisme polonais. Il entend, bien plus modestement, retracer les grandes dynamiques historiques de la structuration de mouvements nationalistes en Pologne afin de fournir au lecteur des clés de compréhension de ses manifestations contemporaines.

A ce stade trois précisions s'imposent. Premièrement, notre propos se limitera à ce que Raoul Girardet a qualifié de "nationalisme des nationalistes", c'est-à-dire "le nationalisme organisé et structuré qui se réclame de doctrines nettement définies et dont certains partis clairement différenciés se font l'interprète"⁴. Dans cette optique, deuxièmement, nous penserons le nationalisme, non pas comme une essence immuable, mais comme une identité politique collective façonnée par les interactions concurrentielles entre différents protagonistes (notamment ceux s'en

1 www.marszniepodleglosci.pl/o-marszu (dernière consultation: le 6 novembre 2014)

2 A titre d'exemple : Bratkowski Piotr, "Narodowcy wchodzą do centrum", *Newsweek Polska*, 08/03/2013; ou Szubartowicz Przemysław, "Rozmowa z prof. Ireneuszem Krzemińskim", www.polskieradio.pl, 28/10/2011.

3 Millard Frances, "The Failure of Nationalism in Post-communist Poland", in Jenkins Bryan & Sofos Spyros A. (ed.), *Nation and Identity in Contemporary Europe*, London, Routledge, 1996, p.201-221.

4 Girardet Raoul, "Autour de l'idéologie nationaliste : perspectives de recherches", *Revue Française de science politique*, vol.15, n°3, 1965, p.427

revendiquant) et dès lors susceptible d'être définie et incarnée de manière variable selon les époques et les acteurs. Enfin, troisièmement, nous avons fait le choix par souci de clarté d'appréhender comme des équivalents et de traduire pareillement par nationaliste les noms polonais *nacjonalista* et *narodowiec*, ainsi que leurs dérivés.

Afin de rendre compte dans les grandes lignes de l'histoire des mouvements nationalistes polonais notre propos se développera selon un plan chronologique. Trois séquences temporelles correspondant à des contextes politiques distincts et caractérisées par des modalités dissemblables de définition et de structuration du nationalisme ont été distinguées. Au cours de la première, qui court de la fin du XIXe siècle au début de la Seconde Guerre mondiale, des acteurs concurrents théorisent puis promeuvent des conceptions rivales de la Nation polonaise, d'abord sous domination étrangère puis, après 1918, dans le cadre d'un Etat polonais restauré. La deuxième séquence, qui s'ouvre en 1939 et se clôt soixante ans plus tard avec la fin du régime communiste, est quant à elle dominée par les luttes pour l'incarnation de la Nation opposant des communistes convertis au nationalisme d'une part à des nationalistes "historiques" très divisés de l'autre. Enfin, la troisième, qui correspond à la période contemporaine, offre un panorama particulièrement contrasté. Alors que des références et conceptions traditionnellement rattachées au nationalisme se sont largement diffusées dans l'espace politique "post-communiste", les nombreuses organisations prétendant en faire la matrice de leur identité politique peinent, en dépit de leur activisme, à s'imposer durablement comme des acteurs politiques de premier plan.

I - L'hétérogénéité historique du nationalisme polonais

Si la République aristocratique (*Rzeczpospolita*) des XVIIe et XVIIIe siècle est réputée avoir permis la genèse d'une forme embryonnaire de sentiment national en Pologne⁵, l'idée de Nation ne s'y développe véritablement qu'au XIXe siècle, après que le pays ait perdu son indépendance. En l'absence d'Etat souverain en mesure d'imposer une conception unique, des théorisations distinctes émergent alors et donnent lieu à la structuration de mouvements nationalistes concurrents, à la rivalité durable.

A- La structuration concurrentielle d'un nationalisme sans Etat

La partition de la Pologne entre l'Autriche-Hongrie, la Prusse et la Russie en 1795 ouvre une période de foisonnement autour de l'idée d'une Nation polonaise. Celle-ci ne pouvant pas s'incarner dans des institutions politiques, c'est par des représentations de l'esprit que des intellectuels s'efforcent de la forger⁶. Bien que partageant des références communes, au premier rang desquelles la *Rzeczpospolita* et l'expérience traumatisante de son annihilation, ils sont loin d'en développer des conceptions similaires. Trois principales modalités de mise en forme de la Nation peuvent être distinguées.

La première, que l'on qualifiera de romantique, se développe à partir des années 1820. Inspirés par

5 Pour plus de précisions sur le développement d'une "proto-nation" polonaise parmi la noblesse du temps de la République des Deux Nations, on pourra se référer à: Walicki Andrzej, "Intellectual elites and the vicissitudes of *Imagined nation* in Poland", *East European Politics and Society*, vol.11, n°3, 1997, p.227-253; Voir également: Lukowski Jerzy, "Political Ideas among the Polish Nobility in the Eighteenth Century (To 1788)", *The Slavonic and East European Review*, Vol. 82, No. 1, 2004, p.1-26.

6 Sur les effets de l'absence d'Etat sur la définition de la Nation: Zawadzki Paul, "Le nationalisme contre la citoyenneté", *L'année sociologique*, vol.46, n°1, 1996, P.175-178.

la philosophie de Herder, les auteurs s'y rattachant appréhendent la Nation polonaise comme une communauté de tradition et d'esprit guidée par une mission historique universelle : lutter pour la libération des nations opprimées⁷. Puisant dans le passé national des éléments de mise en narration de cette entité insoumise et éprise d'éthique, les romantiques polonais ont pour spécificité de mythifier la *Rzeczpospolita* multi-ethnique et multi-confessionnelle. Nombre d'entre eux trahissent cependant également de fortes influences catholiques⁸, tels les poètes dits messianiques Adam Mickiewicz et Juliusz Słowacki qui n'hésitent pas à dépeindre la Pologne comme le Christ des Nations qui, sacrifiée par Dieu pour expier les péchés du Monde, reviendra à la vie pour libérer l'humanité des oppresseurs.

Une deuxième conception de la Nation polonaise se structure au lendemain de la répression sanglante de l'insurrection de 1863-1864. Voyant dans l'échec de ce soulèvement celui des romantiques, un groupe d'intellectuels varsoviens inspirés par les travaux d'Herbert Spencer en propose une théorisation "positiviste". Convaincus de la supériorité de la raison sur l'émotion, ils invitent à la penser, non pas comme une entité abstraite et spirituelle, mais comme un organisme social constitué d'individus concrets lui donnant corps en poursuivant un objectif commun. Dans cette perspective, les positivistes considèrent que le développement et l'émancipation de la Nation polonaise implique un long travail social de modernisation et de mobilisation de ses différentes composantes dans les trois zones de partage⁹.

Enfin, une troisième conception, dite "intégrale", se développe dans les dernières années du XIXe siècle¹⁰. Tout comme les positivistes, ses instigateurs estiment que la Nation doit être pensée comme une entité concrète et que son émancipation implique un travail d'éducation et de mobilisation de la population. Ils se distinguent néanmoins par leur soucis d'en fournir une définition essentialiste. Plus que par un passé ou un projet commun, ses membres se caractérisent selon eux par des critères objectifs, notamment leur ethnie (slave), leur langue (le Polonais) et leur religion (le catholicisme). S'accordant avec Maurras pour penser la Nation comme le lien social suprême, ils considèrent par ailleurs que les relations entre Nations sont par définition concurrentielles. Dans cette optique, ils considèrent que la Nation polonaise doit se structurer contre des entités « ennemies » qu'elles soient "extérieures", tels l'Allemagne et la Russie, ou "intérieures", particulièrement les minorités ukrainiennes, lituaniennes et, surtout, juives¹¹.

Déjà à l'origine des théorisations concurrentes de la Nation, les élites intellectuelles jouent également un rôle central dans la structuration des premiers mouvements politiques revendiquant explicitement leur identité nationaliste au tournant des XIXe et XXe siècle. Dans un contexte de routinisation des dominations impériales, deux organisations rivales se distinguent rapidement. Bien que plaçant pareillement l'indépendance nationale au coeur de leur projet, elles promeuvent des conceptions distinctes de la Nation et privilégient des stratégies d'action différentes.

La première de ces forces est le Parti Socialiste Polonais (*Polska Partia Socjalistyczna*, PPS) fondé en 1892 à Paris. Ses instigateurs se proposent de réaliser une synthèse originale entre l'agrarisme, le

7 Cf. Maslowski Michel, "L'éthique du politique dans le romantisme polonais", *Romantisme*, vol.33, n°119, 2003, p. 7-20.

8 Cf. Maslowski Michel "Entre l'Orient et l'Occident: la religiosité romantique en Pologne", *Archives des sciences sociales des religions*, Vol.101, 1998, p. 107-129.

9 Cf. Prizel Ilya, *National Identity and Foreign Policy. Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p.48-50.

10 Sur la genèse du nationalisme intégral polonais, on se référera à: Porter Brian, *When Nationalism Began to Hate: Imagining Modern Politics in Nineteenth-Century Poland*, New-York, Oxford University Press, 2000.

11 Zubrzycki Geneviève, *The Crosses of Auschwitz. Nationalism and Religion in Post-communist Poland*, Chicago, The University of Chicago Press, 2006, p.55.

socialisme et un nationalisme d'influence romantique. Ces socialistes patriotes sont unis par leur attachement à une Pologne multi-ethnique dans l'héritage de la *Rzeczpospolita*. Ils sont cependant également conscients de l'importance du travail social de longue durée mis en exergue par les positivistes, et s'efforcent de développer les structures du PPS dans les territoires annexés afin d'y promouvoir leur vision de la Nation polonaise en tant que communauté humaine multi-culturelle héritée de l'histoire¹². Sous l'impulsion de son homme fort Józef Piłsudski, qui perçoit la Russie comme l'obstacle principal à l'indépendance, le parti se montre particulièrement actif dans les villes du "Royaume de Pologne" sous domination tsariste.

La seconde force nationaliste se structurant à la fin du XIXe siècle trouve ses origines dans la *Ligue Nationale*. Initiée en 1893 par les théoriciens du nationalisme intégral, cette organisation se donne pour objectif de combattre les politiques d'assimilation, de promouvoir une conception essentialiste de la Nation et de conscientiser les masses au projet d'indépendance¹³. S'appuyant sur l'organisation de jeunesse Zet, elle développe dans les trois zones d'occupation un activisme protéiforme à destination des populations locales. Outre publier ses propres journaux, elle organise des manifestations, initie des boycotts ou encore met en place des formations pour les enseignants. En 1897, la *Ligue* se double d'un parti, le Parti National Démocratique (*Stronnictwo Narodowo-Demokratyczne*, SND) ayant vocation à participer aux élections dans les différentes zones de partage. A la tête de ce mouvement, qui acquiert le surnom d'*Endecja*, Roman Dmowski promeut des positions radicalement opposées à celles de Piłsudski. Il privilégie une stratégie de confrontation non-violente avec les autorités impériales et considère que la voie la plus propice à la restauration d'un Etat polonais passe par un rapprochement stratégique avec la Russie, contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Les profondes divergences entre ces deux mouvements concurrents conduisent leurs dirigeants à soutenir, au nom de la même cause indépendantiste, des camps opposés au cours de la Première guerre mondiale. Alors que Piłsudski engage le PPS auprès de la Triple Alliance, Dmowski et ses fidèles prennent position pour les forces de l'Entente. Bien qu'antagonique, leur activisme participe à la légitimation progressive auprès des belligérants du projet de recréation d'un Etat polonais indépendant. Celui-ci s'impose comme une évidence à la fin de la guerre. De nombreux désaccords persistent néanmoins alors sur les frontières et la nature de cet Etat restauré. Témoignant de la permanence des conflits autour de la définition légitime de la Nation, ils structurent le débat politique polonais tout au long de l'entre-deux-guerres.

B - L'opposition Piłsudski/Dmowski au coeur de la IIe République

La restauration tant attendue de l'Etat polonais en 1918 ne met pas fin à la longue rivalité entre Piłsudski à Dmowski. Si les deux hommes acceptent une réconciliation de façade sous la pression des puissances occidentales, ils continuent à promouvoir des conceptions radicalement concurrentes du nouvel Etat. La campagne des élections législatives de 1919 donne à voir l'ampleur de leurs divergences. D'un côté, les nationaux démocrates prônent la mise en place d'un Etat-Nation unitaire, ethniquement homogène. Ils se montrent particulièrement virulents à l'encontre de la minorité juive présentée comme une entrave à l'unité et au développement national. De l'autre côté, les fidèles de Piłsudski défendent son projet romantique d'un vaste Etat fédéral, dans l'héritage de la *Rzeczpospolita*.

Bien que les listes nationales-démocrates devancent nettement celles des socialistes patriotes dans

12 Walicki Andrzej, *art.cit.*, p.248

13 Walicki Andrzej, "The Troubling Legacy of Roman Dmowski", *East European Politics and Society*, vol.14, n°1, 1999, p.23.

les urnes, c'est Piłsudski qui remporte le bras de fer politique du début de la II^e République¹⁴. Pendant que l'Endecja peine à agréger les soutiens nécessaires à la constitution d'une majorité gouvernementale durable, le désormais Maréchal est considérablement renforcé par les victoires militaires acquises par son armée entre 1919 et 1921, notamment contre les soviétiques. Outre permettre l'établissement d'un Etat polonais étendu et pluri-ethnique conforme à ses souhaits¹⁵, celles-ci l'auréolent du prestige de sauveur de l'indépendance. Fort de ce statut, il mène avec succès un coup d'Etat mettant fin au parlementarisme en 1926. Le régime autoritaire dit de l'assainissement (*Sanacja*) qu'il instaure semble acter l'échec définitif de l'*Endecja* à imprimer son empreinte sur la politique de la Pologne indépendante.

Ce constat mérite cependant d'être doublement nuancé. Premièrement, si l'Endecja ne l'a pas emporté politiquement, sa conception essentialiste de la Nation s'est largement diffusée au sein de la population et de l'Etat. La Pologne de l'entre-deux-guerres est certes pluri-ethnique, mais elle n'est ni fédérale ni véritablement multi-culturelle, y compris après 1926. Comme le note Roger Brubaker, "le nouvel Etat polonais était conçu comme l'Etat *de et pour* la Nation polonaise définie ethnolinguistiquement et ethnoreligieusement (...). Une distinction claire était universellement faite entre la Nation polonaise et les autres citoyens de l'Etat"¹⁶. Deuxièmement, malgré sa marginalisation institutionnelle, l'*Endecja* reste un mouvement politique actif et influent. En réaction au coup d'Etat de Piłsudski, Dmowski initie ainsi la création du Camp de la Grande Pologne (*Obóz Wielkiej Polski*, OWP) puis du Parti National (*Stronnictwo Narodowe*, SN). Renouant avec l'activisme social de l'époque des partages, ces organisations se donnent pour objectif de préparer une future révolution nationale en organisant la jeune génération et en l'éduquant dans l'esprit du nationalisme et du catholicisme, la dimension religieuse occupant alors une place croissante dans la pensée de Dmowski¹⁷. En dépit de la répression dont elles sont l'objet, elles rencontrent immédiatement un grand succès, particulièrement parmi la jeunesse urbaine.

L'opposition entre les forces politiques favorables à la *Sanacja*, au pouvoir, et celles se revendiquant de l'*Endecja*, dans l'opposition, reste vivace toute au long de l'entre-deux-guerre. L'homogénéité de chacun des deux camps tend cependant à s'étioler au cours des années 1930. Le décès de Piłsudski en 1935 et le retrait progressif d'un Dmowski malade, qui disparaît lui-même en 1939, donne en effet lieu à des réinterprétations concurrentes de leur héritage politique. Du côté de la *Sanacja*, la succession de Piłsudski exacerbe les tensions entre les partisans du Président Ignacy Mościcki et ceux du Chef d'Etat major Edward Śmigły-Rydz. Afin de renforcer sa position, ce dernier n'hésite pas à mobiliser une rhétorique nationaliste étonnamment proche de celle des nationaux démocrates et à créer un mouvement politique aux claires inspirations fascistes, le Camp pour l'Unité Nationale (*Obóz Zjednoczenia Narodowego*, Ozon). Parallèlement, l'idéologie fasciste exerce également un fort attrait au sein de l'*Endecja*. En 1934, des jeunes militants du SN initient ainsi une scission afin de constituer sur le modèle du Parti fasciste italien le Camp National Radical (*Obóz Narodowo Radykalny*, ONR). Au final, l'influence croissante du fascisme et l'émancipation progressive des représentants de la *Sanacja* et de l'*Endecja* par rapport aux idéaux de leurs fondateurs aboutissent à une diversification interne et à un brouillage des deux camps¹⁸. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale met cependant fin brutalement à ces évolutions. La

14 Le terme de I^{ère} République est appliqué a posteriori à la *Rzeczpospolita* d'avant les partages, dans la filiation de laquelle le nouveau Régime est ainsi placé.

15 En 1921, les Polonais "ethniques" ne représentent ainsi que 69% de la population totale de 27 millions d'habitants, et cohabitent avec 14% d'Ukrainiens, 8% de Juifs ou encore 4% de Biélorusses et d'Allemands. Cf. Tymowski Michał, *Une histoire de la Pologne*, Montricher, Les Editions Noir sur Blanc, 2003 (1993), p.153.

16 Brubaker Rogers, *Nationalism Reframed. Nationhood and the national question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 (1996), p.85.

17 Zubrzycki Geneviève, *op.cit.*, p.57.

18 Voir notamment: Daniel Beauvois, *La Pologne. Histoire, société et culture*, Paris, La Martinière, 2004, p.341-349.

nouvelle perte d'indépendance du pays ouvre en effet la voie à une certaine réunification, puis à des reconfigurations inédites des mouvements nationalistes polonais.

II – Les nationalistes polonais à l'épreuve du communisme

A peine vingt ans après avoir regagné son indépendance, la Pologne est à nouveau effacée de la carte d'Europe suite à l'annexion coordonnée de son territoire par l'Allemagne nazie et l'URSS en septembre 1939. Si la grande majorité des militants nationalistes font alors le choix de s'engager dans la résistance, ce qui les distingue de leurs homologues de nombreux autres pays européens, leur prétention à incarner la Nation en lutte pour son indépendance leur est progressivement contestée par de nouveaux acteurs, principalement les communistes après 1941. La lutte qui s'engage alors entre les « communistes nationaux » et des nationalistes « historiques », à l'unité très fragile, se prolonge en des termes renouvelés après 1945 et l'instauration d'une Démocratie Populaire en Pologne.

A- Représenter la Nation en lutte

Après la chute de Varsovie, la résistance aux occupants s'organise rapidement. Un État polonais clandestin (*Polskie Państwo Podziemne*) est proclamé en exil, d'abord en France puis à Londres. A l'exception notable des personnalités les plus influentes du régime de la *Sanacja*, discréditées par la défaite, les organes politiques de cet Etat sans territoire réunissent des représentants de l'ensemble des principales forces politiques de la IIe République, dont des Piłsudskistes historiques et les nationaux-démocrates. Parallèlement, des organisations militaires clandestines sont formées sur l'ancien territoire national. La plupart d'entre-elles acceptent progressivement de collaborer avec l'Armée de l'Intérieure (*Armia Krajowa*, AK), mise sur pied sur les ruines de l'armée nationale. En dépit de leurs profondes rivalités et divergences de vue, les adversaires politiques se réunissent un temps autour des objectifs partagés de libération nationale et de rétablissement d'un Etat indépendant.

L'entrée en guerre de l'URSS aux côtés des alliés en juin 1941 déstabilise profondément cette alliance de circonstance. D'une part, les représentants du SN rejettent les termes de l'accord signé entre les soviétiques et le gouvernement en exil et décident de le quitter pour poursuivre la lutte de manière autonome. D'autre part, les communistes s'attachent rapidement à illégitimer l'État clandestin pour apparaître comme les seuls véritables représentants de la lutte pour la libération nationale. Dans cette optique, le Parti Polonais des Travailleurs (*Polska Partia Robotnicza*, PPR) initié en 1942 par les autorités soviétiques allie dès son origine une rhétorique résolument nationaliste à un programme communiste. Afin de redéfinir dans un sens leur étant favorable les frontières du patriotisme polonais, les dirigeants du nouveau parti n'hésitent pas à dépeindre les formations issues de la IIe République, notamment les Piłsudskistes et les nationaux-démocrates, comme des forces réactionnaires, alliées objectives des « fascistes » qui les fascinaient tant à la fin des années 1930¹⁹. Au nom de l'alliance avec l'URSS, ils vont jusqu'à s'approprier certaines des conceptions développées par Dmowski, se faisant les hérauts d'un Etat-Nation homogène ethniquement, entretenant des rapports privilégiés avec ses voisins orientaux slaves contre l'ennemi commun allemand.

19 Behrens Jan C., "Nation and Empire: Dilemmas of Legitimacy during Stalinism in Poland (1941-1956)", *Nationalities Papers*, vol.37, n°4, 2009, p.447

Les prétentions du PPR à incarner la Nation polonaise sont vectrices de tensions avec les mouvements de résistance « historiques », tensions qui sont redoublées suite à la découverte d'un charnier d'officiers polonais à Katyń en 1943. Alors que le gouvernement de Londres rompt ses relations diplomatiques avec l'URSS, les groupes s'affichant comme nationalistes s'engagent dans une lutte ouverte contre les communistes. Dans les pamphlets qu'ils diffusent, ils accusent ouvertement le PPR, presque systématiquement qualifié d'organisation « judéo-communiste » (*Żydokomuna*), de vouloir asservir la Pologne à des forces allogènes²⁰. Parallèlement, leurs milices multiplient les escarmouches contre les partisans de Moscou²¹. Elles participent par ailleurs activement à l'insurrection de Varsovie initiée par l'AK en août 1944 afin de libérer la capitale nationale avant l'arrivée des soviétiques. Si ce soulèvement spectaculaire se solde par un échec, les militants nationalistes poursuivent leur combat contre les partisans communistes jusqu'à la fin du conflit et la "libération" du pays par l'Armée rouge.

Après 1945, les responsables du PPR continuent à puiser allègrement dans les théories du nationalisme intégral des arguments visant à attester leur polonité et à justifier la politique soviétique de redéfinition des contours géographiques et d'"homogénéisation" ethnique du pays. Se revendiquant, aux côtés de Marx ou Engels, de figures historiques telles que les Rois Piast ou Tadeusz Kościuszko, ils s'efforcent d'apparaître comme les seuls héritiers légitimes de la tradition nationale afin d'évincer leurs rivaux et de légitimer leur prise de pouvoir progressive²². Cette mobilisation par les autorités communistes d'une rhétorique nationaliste que l'on pourrait qualifier avec Jan Behrens de "néo-Dmowskienne" se routinise après les événements de 1956²³. Au-delà des discours, l'affirmation d'un "communisme national" en Pologne prend également la forme de l'association au régime de militants nationalistes historiques. Bolesław Piasecki, un ancien dirigeant de l'ONR devenu un député influent de la République Populaire, constitue un exemple paradigmatique de ce type de conversion²⁴.

B) Des nationalistes divisés face au « communisme national »

En dépit de son orientation nationaliste revendiquée, et bien qu'ayant réalisé le projet *Endecjiste* d'un Etat nation homogène, le régime communiste peine à imposer pleinement son monopole sur la représentation légitime de la Nation polonaise. D'une part, sa légalité reste durablement contestée depuis l'étranger. Alors que le gouvernement en exil à Londres poursuit ses activités jusqu'au début des années 1990, plusieurs partis politiques historiques interdits sur le territoire national s'efforcent de réorganiser leurs structures en dehors du pays. C'est notamment le cas du SN, dont les dirigeants en exil continuent à dénoncer le caractère étranger de l'Etat communiste et à revendiquer le statut de seuls véritables héritiers de Dmowski. D'autre part, en Pologne même, des espaces de contestation de la légitimité et de la polonité du Parti-Etat se structurent progressivement. Dès les années 1950, l'Eglise Catholique s'efforce ainsi de promouvoir une définition ethno-religieuse de la Nation alternative à celle ethno-civique forgée par le régime. Se fondant sur l'équation "Polonais = Catholique", cette conceptualisation combinant des éléments tirés des conceptions romantique (la Nation comme communauté de tradition) et intégral (la Nation fondée sur des critères objectifs)

20 *Ibid*, p.451

21 Cf. Reynolds Jaime, "Lublin versus London - The Party and the Underground Movement in Poland, 1944-1945", *Journal of Contemporary History*, vol.16, 1981, p.617-648.

22 Sur l'usage du nationalisme comme source de légitimité pour les communistes dans la Pologne de l'après-guerre, on se référera à: Marcin Zaremba, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm: Nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce*, Warszawa, Trio, 2001; ainsi qu'à: Fleming Michael, *Communism, Nationalism and Ethnicity in Poland - 1944-1950*, Abingdon, Routledge, 2010.

23 Behrens Jan C., *art.cit.*, p.459

24 Cf. Kunicki Mikołaj, "The Red and the Brown: Boleslaw Piasecki, the Polish Communists, and the Anti-Zionist Campaign in Poland, 1967-68", *East European Politics and Societies*, vol.19, 2005, p.185-225

rencontre rapidement une large audience au sein de la population²⁵. Elle permet à l'Eglise de s'affirmer comme une institution garante, en dehors de l'Etat, de la continuité de la Nation. Cette capacité à promouvoir un discours mobilisateur autonome joue un rôle décisif dans la structuration progressive d'une opposition politique intérieure, qui s'intensifie après 1978 et l'élection d'un Pape polonais²⁶. Alors que le pays fait face à une sévère crise économique, on observe en effet alors l'émergence de nombreuses nouvelles organisations indépendantes. Si ces acteurs de la "société civile" ont des orientations sociales et politiques extrêmement diverses, plusieurs revendiquent explicitement une filiation avec les mouvements nationalistes historiques. On peut en retenir trois principales : le Mouvement de la Jeune Pologne (*Ruch Młodej Polski*, RMP), qui se place à son tour dans la tradition nationale-démocrate de Roman Dmowski, particulièrement celle très teintée de catholicisme de la fin de sa vie, la Confédération de la Pologne Indépendante (*Konfederacja Polski Niepodległej*, KPN) qui se présente comme l'héritière du mouvement de lutte pour l'indépendance de Józef Piłsudski²⁷, et le syndicat Solidarité (*Solidarność*) constitué en 1980. Fort de près de dix millions de membres, le premier syndicat « libre » du bloc de l'Est élargit en effet ses activités au-delà du seul monde du travail pour s'ériger en mouvement national, incarnant la Nation mobilisée pour sa liberté²⁸. Les membres du syndicat se divisent néanmoins sur les critères de définition de cette Nation qu'il est censé personnifier. Les pôles extrêmes du débat sont constitués par la frange libérale soutenue par l'intelligentsia d'une part, et la tendance dite des "vrais polonais" (*Prawdziwi Polacy*) initiée par l'ouvrier Marian Jurczyk d'autre part. Alors que la première l'appréhende comme une communauté civique unie au-delà de la diversité de ses membres par l'idéal démocratique, la seconde en promeut une conception purement ethnique, directement inspirée du nationalisme intégral²⁹.

La relative tolérance des autorités communistes à l'égard des organisations indépendantes prend fin brutalement avec la proclamation de la loi martiale par le Général Jaruzelski le 13 décembre 1981. Il est notable de constater que la répression s'accompagne alors d'une réaffirmation par le régime de sa propre orientation nationaliste. C'est ainsi au nom de la sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance de la Nation face aux risques de désordre intérieur et d'intervention soviétique que l'instauration d'un état d'exception est justifiée. La mobilisation d'une rhétorique nationaliste ne suffit cependant pas à enrayer la défiance croissante dont le régime continue à être l'objet à mesure que la situation économique poursuit sa détérioration³⁰. Dans ces conditions, et alors que l'URSS s'engage elle-même sur la voie de la *Glasnost* et de la *Perestroïka*, les dirigeants communistes changent à nouveau leur fusil d'épaule. A partir de 1986, ils engagent une nouvelle politique d'ouverture visant à instaurer un "pluralisme socialiste"³¹. Pour eux, l'enjeu est d'associer de nouveaux acteurs au régime, afin de prévenir de nouvelles contestations et de partager le coût politique des réformes économiques. Cette main tendue est accueillie très diversement au sein de

25 Pour plus de précisions, cf. Zubrzycki Geneviève, *op.cit.*, p.60-76.

26 Michel Patrick, *La société retrouvée. Politique et religion dans l'Europe soviétisée*, Paris, Fayard, 1988

27 Pankowski Rafał, *The Populist Radical Right in Poland. The Patriots*, Abingdon, Routledge, 2010, p.58; Pour plus de précisions sur le RMP: Lewandowski Arkadiusz, "Ruch Młodej Polski. Historia i współczesne reminiscencje", *Historia i Polityka*, n°1, vol.8, 2009, p.47-62; et

28 Comme le notent Dubet, Touraine et Wiewiorka, "(Solidarité) est un mouvement ouvrier né dans les usines (...) mais c'est aussi un mouvement national et une lutte pour la démocratisation de la société" Dubet François, Touraine Alain & Wiewiorka Michel, *Solidarité: Analyse d'un mouvement social (Pologne 1980-1981)*, Paris, Fayard, 1982.

29 Pankowski Rafał, *op.cit.*, p.56-60; Adam Michnik, *Letters from Freedom: Post Cold War Realities and Perspectives*, London, University of California Press, 1998, p.63

30 Sur la tentative infructueuse de normalisation mise en oeuvre par Jaruzelski, et plus largement sur la dynamique des échanges politiques au cours de la décennie 1980, on lira l'ouvrage passionnant: Mink Georges, *La Force ou la Raison*, Paris, La Découverte, 1989.

31 Sur cette tentative de "pluralisme socialiste": Heurtaux Jérôme, *Une partisanisation controversée. Codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, Thèse pour le doctorat en science politique, Université de Lille 2, 2005, p.75-81.

l'opposition.

Premièrement, certains intellectuels anti-communistes la saisissent et acceptent d'être co-optés à des positions institutionnelles. C'est notamment le cas de personnalités réputées proches du SN en exil, tel Maciej Giertych, le fils d'un leader historique du parti de Dmowski³². Deuxièmement, la plupart des cadres de l'ancien syndicat Solidarité, notamment son Président Lech Wałęsa, consentent à nouer un dialogue avec le pouvoir communiste sans pour autant accepter telle quelle ses conditions. A partir de 1988, une série de rencontres est ainsi organisée afin de négocier les termes de la potentielle collaboration de Solidarité au "pluralisme socialiste". Elles aboutissent le 4 avril 1989 à la signature des accords dits de la Table ronde : en échange de sa participation à des élections parlementaires semi-concurrentielles, Solidarité est relégalisé. Enfin, troisièmement, la politique d'ouverture du régime est fermement rejetée par une frange importante de la dissidence, parmi laquelle on retrouve le KPN, certains anciens militants du RMP, mais aussi la plupart des "vrais polonais" de Jurczyk. S'ils sont loin de former un ensemble homogène, ces opposants se retrouvent dans leur refus de tout dialogue avec un régime communiste qu'ils jugent illégitimes et dans leur volonté de parvenir à son renversement pur et simple. Cet idéal d'une révolution libératrice est particulièrement populaire parmi les jeunes générations étudiantes et ouvrières³³.

C'est ainsi extrêmement divisés que les militants nationalistes abordent les élections parlementaires semi-concurrentielles organisées en juin 1989. Tandis que certains soutiennent les listes de la coalition des partis au pouvoir, d'autres figurent sur celles du Comité Civique initié par Solidarité. D'autres encore se décident à y participer en tant qu'indépendants, tels ceux du KPN, pendant que d'autres enfin appellent clairement à son boycott. L'histoire est aujourd'hui connue : les élections tournent au triomphe pour le Comité Civique et, en bouleversant les rapports de force politiques, ouvrent la voie à l'instauration progressive d'une démocratie représentative en Pologne. Dans ces conditions, la division des nationalistes s'avère lourde de conséquence. Outre la diversité des filiations historiques qu'ils revendiquent, la disparité de leurs rapports au régime communiste, de leurs conceptions des accords de la Table ronde ou encore de leur trajectoire suite au scrutin vont constituer autant d'obstacles durables à l'affirmation du nationalisme en tant que force politique de premier plan dans le post-communisme.

III- Réinventer le nationalisme après le communisme

Le délitement progressif des rapports politiques construits avant 1989 ouvre, pour reprendre la formulation de Magdalena Hadjiisky, une période d' « incertitude quant aux règles du jeu de la compétition politique, aux références qui seront considérées comme légitimes, aux discours qui seront sanctionnés par les électeurs »³⁴. En dépit du passé d'opposants au communisme dont nombre d'entre eux peuvent se prévaloir, et alors même que la question de la "bonne" définition de la Nation s'impose comme un enjeu central dans le débat public post-communiste, les nationalistes ne parviennent guère à tirer profit de cette incertitude et sont progressivement marginalisés au cours des années 1990. Alors que le "renouveau" nationaliste incarné par la LPR au cours de la décennie

32 Selon Rafał Pankowski, la collaboration a priori paradoxale de ces tenants de l'Endecja "authentique" avec les autorités communistes s'explique par trois éléments principaux : un certain réalisme géopolitique nourri par leur croyance dans la pérennité de l'URSS, une volonté de participer de l'intérieur à une "nationalisation" accrue du régime et enfin une hostilité partagée à l'égard des dissidents libéraux et pro-occidentaux. Cf. Pankowski Rafał, *op.cit.*, p.54...

33 Mink Georges, *op.cit.*, p.207-213

34 Hadjiisky Magdalena, "La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996)", *Politix*, vol.12, n°47, 1999, p.68.

2000 a fait long feu, les nombreux groupements revendiquant aujourd'hui leur identité nationaliste rivalisent en "radicalité" pour tenter de se démarquer dans une compétition politique dominée par l'opposition entre deux partis de droite, la PO et le PiS.

A) La marginalisation des nationalistes après 1989

Le mythe de l'unité de la Nation polonaise contre le pouvoir communiste, entretenu par le mouvement Solidarité au cours des années 1980, s'effrite rapidement une fois le changement de régime engagé³⁵. Dans les mois suivant la formation du Premier gouvernement non-communiste du "Bloc de l'Est" par Tadeusz Mazowiecki en septembre 1989, on assiste en effet à une fragmentation du paysage politique et à l'expression de positions antagoniques sur la forme à donner au nouvel Etat post-communiste.

D'une part, la graduelle ouverture de la compétition électorale entraîne un spectaculaire morcellement de l'offre politique. Alors que le mouvement Solidarité explose en une multitude de factions dès 1990³⁶, une nuée de nouvelles formations s'engagent dans la lutte politique redevenue concurrentielle. En 1991, pas moins de cent-onze comités électoraux participent ainsi aux élections parlementaires. Cette tendance à la fragmentation n'épargne guère des organisations nationalistes pourtant déjà très divisées. Elles se comptent ainsi par dizaines au début de la décennie 1990. Hormis le KPN, elles sont quasiment toutes de créations récentes. Certaines, au premier rang desquelles l'Union Chrétienne-Nationale (*Zjednoczenie Chrześcijańsko-Narodowe*, ZChN), sont le produit de la différenciation puis de l'autonomisation de fractions nationalistes au sein du mouvement Solidarité. D'autres sont à l'inverse initiées par des militants d'opposition, n'ayant pris part ni aux négociations de la Table ronde ni au Comité Civique. L'ancienneté de leur engagement dissident et l'héritage d'un mouvement nationaliste historique sont les principaux arguments mobilisés par ces activistes pour légitimer la création de nouveaux partis. En constituant Solidarité 80 (*Solidarność 80*), Marian Jurczyk et revendiquent ainsi explicitement leur filiation avec le "Grand" Solidarité de 1980. Suivant une logique homologue, plusieurs partis censés porter la (ou l'une des) tradition(s) *Endecjiste(s)* dans la nouvelle configuration sont « réactivés », tels le SN de Maciej Giertych en 1989, le SND en 1991 ou même l'ONR en 1993. Enfin, de nouveaux groupements nationalistes voient le jour à l'initiative de « nouveaux venus », souvent des étudiants, n'ayant pas participé activement aux luttes politiques de la période communiste. Plusieurs de ces collectifs ont comme originalité de se réclamer de mouvances jusqu'ici restées marginales en Pologne, telles celle des skinheads ou le néo-paganisme³⁷.

D'autre part, parallèlement à cette diversification rapide du paysage politique, la reconfiguration des relations complexes s'étant nouées depuis la Seconde guerre mondiale entre l'Etat, l'Eglise et la "société civile" suscite l'émergence d'une vive controverse sur les nouvelles modalités de définition et d'incarnation politique de la Nation. Si les positions des différents acteurs sont extrêmement variables, et reflètent la très forte fragmentation politique, deux camps se dégagent progressivement³⁸. Le premier réunit les partisans d'une définition ethno-religieuse de la Nation qui,

35 Cf. Frybes Marcin & Michel Patrick, *Après le communisme. Mythes et légendes de la Pologne contemporaine*, Paris, Bayard Editions, 1996, p.46-71

36 La "Guerre au sommet" (*Wojna na górze*) opposant Tadeusz Mazowiecki à Lech Wałęsa lors de l'élection présidentielle de 1990 joue un rôle déterminant dans ce morcellement du mouvement Solidarité.

37 Il convient néanmoins de noter que des mouvements nationalistes néo-païens, et anti-catholiques, ont existé dans l'entre-deux-guerre, notamment le groupe *Zadruga*, de Jan Stachniuk. Leur influence et base militante sont néanmoins restés très marginales; Pour plus de précisions: Pankowski Rafał, *op.cit.*, p.39-41

38 A ce sujet, on lira avec profit: Zubrzycki Geneviève, "We, the Polish Nation": Ethnic and civic visions of nationhood in Post-Communist constitutional debates", *Theory and Society*, n°30, 2001, p.629-668.

pointant l'homogénéité "objective" de la population polonaise depuis 1945, plaident pour l'instauration d'un Etat confessionnel fondé sur des valeurs catholiques. Outre l'essentiel des formations nationalistes, on y retrouve la mouvance conservatrice de Solidarité, dont Lech Wałęsa lui-même, une partie des agrariens mais aussi la hiérarchie de l'Eglise catholique, qui n'hésite pas à s'investir directement dans le débat pour défendre l'actualité de l'équation « Polonais = Catholique »³⁹. Le second camp réunit la mouvance libérale de Solidarité et les formations de gauche, y compris les anciens communistes convertis à la démocratie, autour d'une définition civique de la Nation, transcendant la diversité des allégeances et croyances individuelles, et s'incarnant dans un Etat idéologiquement et confessionnellement neutre. Cette controverse sur la Nation et la forme à donner à l'Etat post-communiste domine le travail parlementaire d'élaboration d'une nouvelle Constitution engagé en 1991. Elle reste extrêmement prégnante jusqu'à l'adoption en 1997 d'un texte de compromis, dont le préambule entérine une conception de la Nation que Geneviève Zubrzycki définit comme "une fusion hybride, un collage juxtaposant deux visions de la Pologne et de son ordre constitutionnel: identifiant différentes sources de valeur - religieuses et séculières - et (...) faisant référence à la fois aux conceptions civiques et ethniques de la Nation"⁴⁰.

Étonnamment, alors même que la (re)définition de la Nation s'impose comme un enjeu central du débat public, les acteurs revendiquant spécifiquement leur identité nationaliste apparaissent de plus en plus marginalisés dans les jeux politiques. Deux principaux facteurs peuvent être retenus pour expliquer ce phénomène paradoxal. Le premier est leur rivalité persistante. Bien que développant des offres politiques souvent très proches, ils se présentent en ordres dispersés aux élections, réduisant ainsi leur potentiel de mobilisation et leur capacité à obtenir un nombre d'élus suffisant pour jouer durablement un rôle de premier plan au Parlement. Lors des élections législatives de 1993, le KPN est ainsi le seul parti nationaliste à réussir à franchir le seuil électoral. Avec 5,77 % des voix, il n'obtient cependant que 22 députés sur 460... Le second facteur pouvant expliquer la marginalisation des organisations nationalistes est la progressive banalisation des références et discours sur lesquels ils entendent fonder leur spécificité. Les conceptions et traditions dont les groupes nationalistes se proclament les dépositaires leur sont en effet de plus en plus ouvertement contestées par d'autres formations, se définissant comme conservatrices, catholiques ou même centristes. Tout d'abord, nous l'avons vu, la définition ethnique de la Nation chère aux nationalistes endecjiens est largement partagée dans la Pologne post-communiste. Ensuite, l'anti-communisme intransigeant dont certains militants nationalistes, notamment du KPN, avaient fait leur principale ressource de distinction est également revendiqué à partir de 1991 par d'anciens de la mouvance conservatrice de Solidarité ayant pourtant eux soutenu les négociations de la Table ronde, tels l'éphémère Premier ministre Jan Olszewski et son ministre Antoni Macierewicz⁴¹. Enfin, les partis nationalistes peinent à imposer leur monopole sur les figures tutélaires dont ils revendiquent l'héritage idéologique. La réintégration progressive au Panthéon national de Piłsudski puis de Dmowski s'accompagne en effet de leur consécration en tant que références légitimement mobilisables bien au-delà des seuls cercles nationalistes⁴².

39 Sur la place de l'Eglise dans l'espace politique dans la Pologne post-communiste: Michel Patrick, "Les réemplois politiques du stéréotype "Polonais=Catholique" et leurs limites dans la Pologne post-communiste", *Critique Internationale*, 2011, n°51, vol.2, p.75-91.

40 *Ibid.*, p.636.

41 Le 4 juin 1992, Antoni Macierewicz, ministre de l'Intérieur du gouvernement Olszewski formé en décembre 1991, présente au Parlement une liste de collaborateurs supposés des services secrets communistes, contenant les noms d'une cinquantaine de parlementaires en exercice, de onze membres du gouvernement et du Président Wałęsa en personne. Cette tentative radicale de décommunisation de la classe politique provoque un tollé et conduit à la chute du gouvernement.

42 Si la réhabilitation de Piłsudski, déjà initiée sous le régime communiste, est très rapide et consensuelle, celle de Dmowski s'avère plus lente et controversée. Sur Piłsudski: Little Roch, "La réhabilitation politique de Piłsudski dans une vision communiste de l'histoire (1982-1989)", *Canadian Slavonic Papers / Revue Canadienne des Slavistes*,

Si la multiplication des organisations revendiquant d'une manière ou d'une autre une identité nationaliste témoigne de l'attractivité de ce label dans la Pologne post-communiste, les élections de 1997 semblent acter leur échec définitif à s'y imposer comme des acteurs de premier plan. Une nouvelle fois fragilisées par leurs divisions persistantes, celles-ci sont alors presque totalement évincées des jeux parlementaires. Certes, plusieurs hommes politiques issus du mouvement nationaliste, principalement du ZChN et du KPN, sont élus sur les listes de l'Action Electorale Solidarité (*Akcja Wyborcza Solidarność*, AWS) qui arrive alors en tête le scrutin. Leur participation à cette vaste coalition s'est cependant faite au prix de leur renoncement à faire du nationalisme la matrice de leur identité politique et de leur conformation aux consensus alors dominants sur une définition composite de la Nation, une décommunisation limitée de l'Etat ou encore le soutien à la candidature de la Pologne à l'Union européenne⁴³.

B) Grandeur et déclin de la Ligue des Familles Polonaises

Au début de la décennie 2000, la situation politique et économique apparaît particulièrement trouble en Pologne. Alors que les principaux indicateurs économiques et sociaux sont en berne, le gouvernement de Jerzy Buzek (AWS) bat des records d'impopularité et est contesté jusqu'à son propre camp. A la veille des élections parlementaires de 2001, de nombreuses dissensions se développent ainsi au sein de la coalition au pouvoir depuis 1997. Elles aboutissent à plusieurs scissions et recompositions partisans. Outre deux nouvelles formations « post-Solidarité », Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS) et la Plateforme Civique (*Platforma Obywatelska*, PO), un nouveau parti nationaliste voit alors le jour : La Ligue des Familles Polonaises (*Liga Polskich Rodzin*, LPR).

Formellement, la LPR est la continuité du parti SND "restauré" en 1991 dont il reprend les statuts juridiques. Dans les faits néanmoins, il est le produit d'une alliance entre près d'une vingtaine d'organisations différentes⁴⁴. Trois acteurs (ou groupes d'acteurs) jouent un rôle décisif dans la finalisation, quelques semaines avant les élections parlementaires, de ce rapprochement nationaliste d'une ampleur inédite depuis le changement de régime. Le premier est le Père rédemptoriste Tadeusz Rydzyk, fondateur et directeur de la radio *Radio Maryja* et du quotidien *Nasz Dziennik*. Au cours des années 1990, Rydzyk s'est imposé par ses médias comme une figure de proue des partisans d'une conception ethno-religieuse de la Nation et de l'Etat. Le soutien actif qu'il apporte au projet LPR favorise indéniablement le rapprochement entre des groupes jusqu'ici rivaux. Le SN de Maciej Giertych et son mouvement de jeunesse, La Jeunesse de la Grande Pologne (*Młodzież Wszechpolska*, MW), sont les deuxièmes acteurs clés dans la formation de la LPR. Ces organisations revendiquant l'héritage de Dmowski fournissent en effet l'essentiel de la fragile base militante et des cadres du nouveau parti, dont son premier président Marek Kotlinowski. Enfin, le troisième groupe d'acteurs important dans la genèse de la LPR est composé d'anciens responsables de la fraction conservatrice du mouvement Solidarité ayant été progressivement isolés au sein de

Vol. 38, n°1/2, 1996, p. 47-59 ; Sur Dmowski: Walicki Andrzej, "The Troubling Legacy...", *art.cit.*

43 Sur l'acceptation d'un jeu politique structuré selon les principes de la Table ronde comme règle contraignante de la compétition polonaise de la fin des années 1990, on permettra de renvoyer à: Heurtaux Jérôme et Cédric Pellen, "La Table ronde, un meuble politiquement encombrant", in Heurtaux Jérôme et Cédric Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p.23-56. Sur le soutien à l'adhésion comme thème normatif: Neumayer Laure, "L'enjeu européen dans les compétitions partisans en Europe Centrale", *Revue Française de Science Politique*, n°5, vol.56, 2006.

44 Sur la création de la LPR: Gładkiewicz Westyna, "Liga Polskich Rodzin", in Paszkiewicz Krystyna (ed.), *Partie i koalicje polityczne III Rzeczypospolitej*, Wrocław, WUW, 2004, p.57-62. Voir également Pankowski Rafał, *op.cit.*, p.111-131; Czernicka Katarzyna, "La Ligue des familles polonaises. Montée en puissance d'un parti anti-européen", *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1045, vol.5, 2004, p.85-94.

leur famille d'origine du fait de leurs prises de position hétérodoxes, notamment sur la Nation et la décommunisation. La participation à la création de la LPR de ces personnalités, parmi lesquelles on retrouve Olszewski et Macierewicz, lui permettent de se faire reconnaître comme l'un des protagonistes sérieux de la lutte pour les postes de parlementaire en dépit de sa nouveauté.

Etant donné la diversité des participants à la création de la LPR, le programme dont elle se dote dans la perspective des élections législatives de 2001 se concentre sur quatre points faisant l'objet d'un large consensus parmi les nationalistes : l'établissement d'un Etat confessionnel fondé sur une définition ethno-religieuse de la Nation, le renforcement de l'Etat central et de ses capacités d'action, la défense de la souveraineté nationale, notamment par le biais de politiques économiques protectionnistes, et le refus de toute adhésion de la Pologne à des organisations supranationales, particulièrement l'Union européenne. A l'inverse, les questions potentiellement clivantes en interne de la filiation idéologique du parti ou de son rapport à la décommunisation ne sont guère abordées.

Les élections parlementaires du 23 septembre 2001 aboutissent à renouvellement sans précédent du paysage politique polonais. Alors que les partis du gouvernement sortants sont balayés, le SLD l'emporte très nettement avec plus de 40% des voix. Outre cette alternance spectaculaire, le scrutin se caractérise par la percée de quatre "nouveaux venus" : la PO et le PiS, qui imposent ainsi leur domination sur la droite "post-Solidarité", le mouvement "radical" d'origine agricole *Samoobrona*⁴⁵ et enfin la LPR, qui obtient 7,87% des voix et 38 députés. Dans un contexte de crise économique, de fluidification de l'espace partisan et de généralisation de la thématique du besoin de renouvellement des pratiques politiques, cette jeune alliance est parvenue à mobiliser un nombre suffisant de soutiens pour permettre aux mouvements nationalistes de faire un retour remarqué au coeur des jeux politiques.

Dans les mois suivant son entrée au Parlement, les dirigeants de la LPR s'attachent à transformer cette alliance hétéroclite en un parti politique centralisé. Le jeune député Roman Giertych, fils de Maciej, joue un rôle central dans ce processus. Fort de sa visibilité médiatique croissante et du soutien des jeunes du MW, il parvient progressivement à imposer une organisation hiérarchique et à en prendre la tête. Loin de faire consensus, cette réorganisation provoque la dissidence de plusieurs de ses membres fondateurs et députés, dont la quasi-totalité des anciens de Solidarité. Elle permet néanmoins à la LPR de renforcer ses structures et son homogénéité sans affecter initialement sa capacité de mobilisation électorale. Bien que désormais nettement dominée par les tenants de la tradition *Endecjiste*, et notamment les anciens du SN et du SND, la LPR améliore ainsi sensiblement son résultat de 2001 lors des élections européennes de 2004 avant de le conforter lors des élections parlementaires de 2005. Avec 34 députés, la LPR s'impose même alors comme un interlocuteur incontournable pour la formation d'un gouvernement majoritaire. Après plusieurs mois de négociation, elle participe finalement en mai 2006 à la constitution d'une coalition gouvernementale avec le PiS et *Samoobrona*. Pour la première fois depuis le début des années 1920, le gouvernement polonais intègre des ministres se revendiquant explicitement de l'*Endecja*, dont Roman Giertych en tant que vice-Premier ministre et ministre de l'Education Nationale. La très controversée coalition LPR-PiS-*Samoobrona* vole cependant en éclat dès l'été 2007. Les élections anticipées organisées à l'automne tournent à la débâcle pour la LPR qui plafonne à 1,3 % des voix et ne franchit pas le seuil électoral.

45 Le mouvement *Samoobrona*, qui combine un parti et un syndicat agricole, est l'un des principaux animateurs des manifestations paysannes de la fin des années 1990, au cours desquelles il se fait remarquer par le "radicalisme" de ses positions et de ses actions. Son président Andrzej Lepper entretient des relations anciennes avec certains groupements nationalistes et on retrouve plusieurs de leurs cadres sur les listes de *Samoobrona*. A ce sujet on permettra de renvoyer à : Pellen Cédric, *Sociologie d'un groupement politique illégitime. Le mouvement Samoobrona dans la Pologne post-communiste (1991-2010)*, Thèse pour le doctorat en science politique, IEP Bordeaux, 2010.

Différents éléments ont été avancés pour expliquer le spectaculaire effondrement électoral de la LPR⁴⁶. Certains insistent sur les transformations générales de la conjoncture, notamment la dépréciation des critiques radicales de l'Union européenne trois ans après l'adhésion ou la bipolarisation de la compétition politique entre la PO et le PiS ; ce dernier étant réputé avoir "siphonné" la base électorale de ses anciens partenaires. D'autres pointent des facteurs internes au parti, particulièrement l'affaiblissement de sa base militante, l'illisibilité de son action gouvernementale, ou encore la perte du soutien du Père Rydzyk, qui se rapproche du PiS en cours de législature. Quelque soit l'explication privilégiée, force est de constater que la LPR se délite rapidement suite à son échec de 2007. Alors que Roman Giertych se retire de la vie politique, nombre de ses anciens élus et cadres le quittent pour rallier d'autres formations perçues comme plus porteuses, au premier rang desquels le PiS qui leur ouvre largement ses rangs. Parallèlement, plusieurs des organisations ayant participé à sa création, notamment le MW, reprennent leur autonomie. Ainsi, à mesure que sa base militante se réduit pour se limiter à un cercle d'anciens du SN vieillissants, dont l'inusable Maciej Giertych, la LPR est progressivement reléguée au statut de groupuscule nationaliste parmi d'autres.

C) Des nationalistes en quête de renouveau

Dans les années suivant la chute de LPR, les groupements faisant du nationalisme la matrice de leur identité politique apparaissent aussi divisés et affaiblis électoralement qu'il ne l'étaient à la fin de la décennie 1990. Dans le même temps néanmoins, les recompositions de l'espace politique polonais se sont accompagnées d'une large diffusion des conceptions, références et thèmes leur étant habituellement rattachés. Principale force d'opposition depuis 2007 et l'arrivée au pouvoir du parti libéral PO, le PiS mobilise ainsi aujourd'hui un discours sur la Nation, sur la souveraineté nationale ou encore sur l'Etat qui n'est pas sans rappeler celui proposé par la LPR en 2001, particulièrement depuis 2010 et la catastrophe aérienne de Smolensk ayant coûté la vie à son co-fondateur et alors Président de la République Lech Kaczyński. Dans le même temps, le PiS s'est fait le héraut d'une réinterprétation critique de la Table-ronde et d'une décommunisation de l'Etat, que le KPN n'aurait pas reniées au début des années 1990. Le phénomène de relative banalisation d'une rhétorique pouvant être considérée comme nationaliste n'est cependant pas uniquement le fait du PiS. Il est également entretenu, bien que dans une moindre mesure, par certains membres de la PO, et surtout par des formations de créations plus récentes tels que les partis conservateurs Pologne Solidaire (*Solidarna Polska*, SP) ou encore le Congrès de la Nouvelle Droite (*Kongres Nowej Prawicy*, KPN), résolument hostile à l'UE.

Si de nombreux militants et élus nationalistes ont fait le choix après l'échec de la LPR de poursuivre leur carrière au sein de formations plus centrales, certains n'ont pas renoncé à faire exister le nationalisme en tant que force politique autonome. Plusieurs groupements aux formes organisationnelles variables (partis, associations, clubs, magazines...) continuent ainsi aujourd'hui à se réclamer de cette identité et à se mener concurrence pour le droit de l'incarner politiquement. Ces collectifs souvent groupusculaires en promeuvent des conceptions disparates et revendiquent (et combinent) des filiations idéologiques hétéroclites, incluant bien sûr l'*Endecja* historique et le Piłsudskisme, mais aussi l'*Endecja* "fascisante" de la fin des années 1930, l'intégrisme catholique, le néo-paganisme, le pan-slavisme, le mouvement skin-head ou encore le néo-nazisme. Au sein de cette nébuleuse particulièrement difficile à cartographier tant les recompositions y sont fréquentes,

46 Pour plus de précisions, on pourra lire : Szczerbiak Aleks, "The Birth of a Bipolar Party System or a Referendum on a Polarizing Government? The October 2007 Polish Parliamentary Election", *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Vol.24, n°3, 2008, pp.415–443; Markowski Radosław, "The 2007 Polish Parliamentary Election: Some Structuring, Still a Lot of Chaos", *West European Politics*, Vol. 31, n°5, 2008.

deux groupements rivaux se distinguent par leur activisme et leur volonté affichée de renouveler le nationalisme polonais afin de reconstituer son potentiel de mobilisation⁴⁷.

Le premier est le parti Renaissance Nationale de la Pologne (*Narodowe Odrodzenie Polski*, NOP). Puisant son origine dans les milieux étudiants, le NOP se structure en tant que parti politique en 1992 et se démarque rapidement par l'extrémisme de ses prises de positions. A l'initiative de son président Adam Gmurczyk, il développe une critique viscérale de la démocratie représentative et de l'UE "cosmopolite", articulée à une promotion décomplexée de l'autoritarisme, de l'anti-sémitisme et de l'homophobie. Parmi les références les plus régulièrement mobilisées dans les publications du parti, on retrouve pêle-mêle le fascisme, le fondamentalisme catholique, les milices nationalistes de la Seconde Guerre mondiale ou encore l'ONR des années 1930 (dont il reprend d'ailleurs le symbole, la Phalange). Si le parti investit ponctuellement des candidats aux élections, ses cadres privilégient l'action directe et un "travail social", inspiré de celui des premiers nationalistes intégraux, en soutien à leur projet affiché de "révolution nationale". Le radicalisme du NOP a conduit à son isolement progressif, y compris au sein de la mouvance nationaliste. Force est néanmoins de constater que son investissement auprès des étudiants, des supporters de football et du milieu skinhead lui a permis de constituer un noyau de jeunes militants nationalistes parmi les plus actifs du pays, aussi bien sur le terrain des manifestations que sur internet.

Le second groupement se distinguant aujourd'hui au sein de la nébuleuse nationaliste est le Mouvement National (*Ruch Narodowy*, RN) créé en 2012. Si le RN se présente comme l'alliance d'une dizaine d'associations participant depuis 2009 à l'organisation la Marche de l'Indépendance annuelle à Varsovie, il se structure dans les faits autour de deux principaux groupements pré-existants: le MW, ancien mouvement de jeunesse du SN puis de la LPR, et l'ONR, créé en 1993 en tant que "restauration" de l'ONR de l'entre-deux-guerres. Si ces deux organisations initient un rapprochement à la fin de la décennie 2000, c'est principalement car elles apparaissent à ce moment là pareillement fragilisées. Le MW a perdu les relais institutionnels dont il pouvait se prévaloir lorsque la LPR était au pouvoir, alors que l'ONR souffre de manière croissante de la concurrence du NOP, qui lui conteste ses références, ses symboles (notamment la Phalange) et même ses militants. Dans ce contexte, les dirigeants du MW et de l'ONR s'entendent pour collaborer au-delà de leurs divergences à la constitution d'un nouveau collectif visant "à rendre au camp national la place qui lui revient dans la vie publique"⁴⁸. S'ils s'accordent pour placer le RN dans la tradition du nationalisme intégral et de l'*Endecja*, ils souhaitent le démarquer de l'expérience passée de la LPR. Premièrement, ils privilégient le modèle d'une confédération lâche, au sein de laquelle chaque composante conserve une forte autonomie, à celui du parti centralisé imposé par Roman Giertych. Deuxièmement, s'inspirant du Jobbik hongrois, ils entendent faire du RN une organisation multi-positionnée, à la fois parti politique participant aux élections et mouvement social, menant un travail d'"éducation" et de mobilisation de la jeunesse. Enfin, troisièmement, le RN se targue de défendre des positions nationalistes bien plus radicales et intransigeantes que celles de la LPR. Outre assumer un discours ouvertement anti-sémite et homophobe, ses jeunes dirigeants refusent ainsi d'envisager toute collaboration avec les partis établis, pareillement coupables selon eux d'avoir trahis la Nation polonaise, ses intérêts et son identité. Le baptême du feu électoral du RN lors des élections européennes de 2014 appelle un bilan nuancé. D'une part, en parvenant à présenter des listes de candidats dans toutes les circonscriptions et à mener une campagne électorale au niveau national, il fait preuve d'une capacité de mobilisation et d'organisation remarquable. D'autre part, son résultat final, 1,4% des voix et aucun élu, est bien inférieur aux objectifs ambitieux que lui avaient fixé ses fondateurs. Dans ces conditions, l'audience de la Marche de l'Indépendance du 11

47 Pour plus de précisions: Pankowski Rafal, "Right-Wing Extremism in Poland", *Friedrich Ebert Stiftung - International Policy Analysis*, October 2012.

48 www.ruchnarodowy.org (dernière consultation: le 6 novembre 2014)

novembre 2015 et le résultat des élections locales de la semaine suivante seront sans aucun doute décisifs pour la pérennité de ce dernier né du nationalisme polonais.

*

* *

Depuis sa genèse au XIXe siècle, le nationalisme polonais n'a eu de cesse de se diversifier et de se complexifier au rythme de l'histoire heurtée du pays. Dès son origine, l'absence d'Etat indépendant en mesure de l'incarner politiquement a conduit à l'émergence de conceptions divergentes de la polonité et à l'organisation de mouvements nationalistes concurrents. Se distinguant notamment par leur reconnaissance, ou non, de critères ethno-religieux aux côtés d'éléments plus historiques et culturels, ces mouvements s'opposent également sur la forme à donner au combat pour l'indépendance nationale. Leur rivalité aboutit à la structuration à la fin du XIXe siècle de deux pôles nationalistes antagoniques, s'incarnant dans le duel entre leurs représentants respectifs Józef Piłsudski d'une part et Roman Dmowski de l'autre. Loin de s'estomper avec la restauration d'un Etat souverain en 1918, ce clivage domine la vie politique polonaise de l'entre-deux-guerres et perdure jusqu'à aujourd'hui. Bien que les deux hommes aient depuis été réintégrés au Panthéon national des grands hommes d'Etat, au prix parfois d'une réécriture sélective de leurs biographies, leur opposition historique continue en effet à ordonner l'espace des mouvements nationalistes. Les nombreuses organisations revendiquant leur filiation avec Dmowski et leurs homologues, plus rares, se rattachant à Piłsudski ont ainsi toujours tendance à se percevoir comme rivales... Au cours du XXe siècle, de nouvelles lignes de fractures sont venues se combiner à ce clivage historique pour accentuer la diversification, voire le morcellement, du nationalisme polonais. L'instauration d'une Démocratie populaire dans le pays après 1945 a ainsi été une source importante de division. Saluant la politique d'"homogénéisation" ethnique menée par les nouvelles autorités, certains militants nationalistes ont fait le choix de s'y associer et de participer à la définition d'un "communisme national" en Pologne. Dans le même temps, d'autres s'engageaient à l'inverse dans sa contestation, mais pour des motifs et selon des modalités variables, et sans qu'à aucun moment un front nationaliste unifié contre le communisme ne se structure. Le changement de régime engagé en 1989 a lui aussi été l'objet d'interprétations concurrentielles au sein des milieux nationalistes. La diversité des rapports aux négociations de la Table-Ronde et à la question de la décommunisation de l'Etat ont, entre autres, participé à accentuer encore davantage sa fragmentation.

La grande hétérogénéité du mouvement nationaliste polonais, que la diversité des références mobilisées chaque année par les participants à la Marche de l'Indépendance donne à voir, est sans conteste l'un des principaux facteurs explicatifs de la difficulté des acteurs prétendant l'incarner à l'imposer comme une force politique majeure dans la Pologne post-communiste. Unifier plusieurs de ses composantes au sein de groupements en mesure de mobiliser un nombre de soutiens suffisants pour obtenir une représentation institutionnelle s'avère en effet être un défi particulièrement délicat, que la LPR a par le passé échoué à relever sur la durée et auquel le RN s'attaque aujourd'hui sans certitude de succès. D'autant moins que la fragmentation n'est pas le seul obstacle que les organisations nationalistes doivent franchir pour sortir de leur marginalité actuelle. Elles doivent également faire à l'appropriation croissante par d'autres acteurs des conceptions et références sur lesquelles elles s'efforcent de fonder l'originalité de leur identité politique. Pour le dire autrement, on a assisté ces dernières années à une imprégnation nationaliste croissante de l'espace politique polonais et des partis le dominant. Ce phénomène est particulièrement notable au sein du principal parti d'opposition, la formation conservatrice PiS, qui compte par ailleurs de nombreux anciens militants nationalistes dans ses rangs. Dans ces conditions, les groupements

continuant à vouloir faire du nationalisme le coeur de leur identité politique tendent aujourd'hui à radicaliser leurs positions et modes d'action afin de réaffirmer leur spécificité face aux partis établis. Aux risques cependant d'accentuer encore davantage leur relégation dans les marges du jeu politique polonais.